République Française
Département de Maine-et-Loire
Commune de Saint Germain des Prés

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 03/03/2025

L'an deux mil vingt-cinq, le trois mars à 19h30, le Conseil Municipal de cette commune s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur BENETTA Nicolas, Maire.

Étaient présents : M. BENETTA Nicolas, Maire, M. COHU Bruno, Mme TOUSSAINT Marylène, Adjoint, Mme DAUDIN Mélanie, M. ALLAIN Jérôme, Mme FOIN Françoise, M LEGER Eric, Mme MATHIEU Carine, M. CHEREL Christophe, Mme DE TOURNEMIRE Emmanuelle et M. DIAMANTI Antonello, Conseillers municipaux.

Étaient absents excusés avec pouvoir :

M Olivier BRICAUD a donné pouvoir à Mme Mélanie DAUDIN

Mme Jocelyne LUSSON a donné pouvoir à Mme Marylène TOUSSAINT

Secrétaire de séance : Mme TOUSSAINT Marylène

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 19h30.

Ordre du jour de la séance :

- 1) **BUDGET COMMUNE** : Vote du Compte de gestion 2024
- 2) **BUDGET COMMUNE** : Vote du Compte administratif 2024
- 3) **FINANCES COMMUNALES** : Vote d'un tarif repas pour les agents communaux
- 4) **INTERCOMMUNALITE - SCOT** : Avis sur le projet de Scot Loire Angers
- 5) **CCLA** : Modification statutaire - Compétence petite enfance – Création SPPE
- 6) **COMMUNE DE LA POSSONNIERE** : Convention ALSH LE POSSOLOIRE
- 7) **CSI L'Atelier** : Convention ALSH Le Bois Enchanté
- 8) **CSI L'Atelier** : Convention Animation Jeunesse
- 9) **SIEML** : Versement d'un fond de concours au titre des opérations de réparation du réseau d'éclairage public
- 10) **S.P.A.A.** : Convention de cession de la Société Protectrice des Animaux Autonome

*Monsieur le Maire propose aux Conseillers municipaux d'ajouter un point « **Autorisation d'engagement des dépenses d'investissement avant le vote du budget** » à l'ordre du jour. Les Conseillers valident à l'unanimité ce point n°11 à l'ordre du jour.*

Le procès-verbal de la séance précédente est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés, sans modification.

DEL 2025 001 – BUDGET COMMUNE : Vote du Compte de gestion 2024

Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

Monsieur le Maire présente le compte de gestion 2024 dressé par le comptable du Service de Gestion Comptable de Trélazé. Il est identique au Compte administratif 2024 de l'ordonnateur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte le Compte de gestion 2024 du comptable du SGC de Trélazé.

DEL 2025 002 – BUDGET COMMUNE : Vote du Compte administratif 2024

Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

En tant qu'ordonnateur des finances communales, Monsieur le Maire ne participe pas au vote de cette délibération et sort de la salle après l'élection de Monsieur Bruno COHU qui préside le Conseil pour cette délibération.

Comme le Compte de Gestion qui est dressé par le trésorier, comptable public, Monsieur le Maire, ordonnateur des finances de la commune, doit également annuellement, dresser un acte administratif retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses correspondant à l'exécution du budget principal de la Commune de St Germain des Prés.

Il s'établit comme suit :

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent 2023	Part affectée à l'investissement : Exercice 2024	Résultat de l'exercice 2024	Résultat de clôture exercice 2024
Investissement	171 461,90 €		- 109 137,74 €	62 324,16 €
Fonctionnement	338 535,48 €		446 626,39 €	785 161,87 €
Total	509 997,38 €		337 488,65 €	847 486,03 €

Le Compte administratif de St Germain des Prés étant identique au Compte de gestion dressé par le trésorier principal et présentant le même résultat pour l'exercice 2024, il est proposé au Conseil municipal de l'approuver.

Le Conseil municipal, entendu cet exposé,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L121-27, L241-1 à L241-6, R 241-1 à R 241-33,

VU la délibération du conseil municipal en date du 25 mars 2024 approuvant le budget primitif de l'exercice 2024,

Considérant que le Compte administratif est identique au Compte de gestion dressé par le trésorier principal et propose le même résultat pour l'exercice 2024,

Considérant les motifs exposés lors du Conseil municipal et après débat,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve, à 12 votes « Pour » dont 2 pouvoirs le compte administratif de l'exercice 2024.

DEL 2025 003 – FINANCES COMMUNALES : Vote d'un tarif restauration pour les agents de la collectivité

Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

Monsieur le Maire explique aux Conseillers municipaux que lors de l'écriture du règlement intérieur de la Commune, les syndicats nous ont alerté sur le fait que les agents bénéficiaient de la gratuité des repas alors que l'exercice de leurs fonctions ne prévoit règlementairement pas la possibilité de la gratuité. Afin de mettre fin à cette anomalie, il est proposé d'établir une tarification pour les agents de la collectivité.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

♣ **Décide** de fixer les tarifs du restaurant scolaire, aux agents communaux à 5,45 €.

DEL 2025 004 – INTERCOMMUNALITE - SCOT : Avis sur le projet de Scot Loire Angers

Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

M le Maire informe le Conseil Municipal de la délibération du Pôle Métropolitain dans sa séance du 4 novembre 2024, qui a validé le projet de **SCOT** (Schéma de COhérence Territorial) en approuvant l'arrêt de projet et le bilan de la concertation.

Compte tenu de l'évolution importante en 2017 du paysage institutionnel départemental concernant les périmètres des intercommunalités, impactant notamment les périmètres des Schémas de Cohérence Territoriale, le Pôle Métropolitain a vu son périmètre évoluer. Du fait de cette recomposition, certains territoires apparaissaient alors en zone blanche où aucun SCOT ne s'appliquait et où le principe de constructibilité limitée était en vigueur. C'est dans ce contexte qu'il a été décidé de procéder à l'élaboration d'un SCOT unique valant révision de deux SCOT opposables sur le territoire du Pôle Métropolitain Loire Angers, par la délibération de prescription du 29/01/2018 fixant les objectifs de révision. Depuis cette délibération, le contexte législatif, notamment avec la loi ELAN ou la loi Climat et Résilience, a impacté l'élaboration de ce SCOT.

Pour rappel, le SCOT comprend un Projet d'Aménagement Stratégique (**PAS**) qui définit les objectifs de développement et d'aménagement à l'horizon de 20 ans, un Document d'Orientation et d'Objectifs (**DOO**) qui détermine les conditions d'application du PAS et ses annexes (diagnostic, évaluation environnementale, analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, etc.).

Les étapes de la procédure de révision du SCOT ont été sommairement les suivantes :

- Diagnostic territorial et état initial de l'environnement, actualisés pour l'arrêt de projet du SCOT
- Elaboration du PAS (débattu en séance du 19/02/2024 du Pôle Métropolitain Loire Angers)
- Elaboration du DOO avec les objectifs principaux suivants :
 - o Un territoire bien relié bénéficiant d'une haute intensité d'interactions
 - o Un territoire qui produit, capte et distribue des richesses
 - o Un territoire qui préserve la santé de ses habitants et de ses espaces
- La concertation et la co-construction avec les élus, techniciens, partenaires institutionnels, population et associations par les réunions publiques, la communication et la concertation continue

Par conséquent,

Vu la délibération du Pôle Métropolitain Loire Angers du 4 novembre 2024 faisant notamment état de tous les rattachements aux textes en vigueur, les délibérations et statuts du Pôle Métropolitain,

Vu le bilan de la concertation du Pôle Métropolitain et les observations recueillies,

Vu le contenu de l'arrêt de projet et du bilan de la concertation,

Vu la présentation de l'ensemble du dossier

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à 12 votes « pour » dont 2 pouvoirs et 1 abstention :

- **Approuve le SCOT Loire Angers sans réserve,**
- **Assure l'affichage de rigueur de la délibération du Pôle Métropolitain**

DEL 2025 005 – INTERCOMMUNALITE - : Modification statutaire - Compétence petite enfance – Création du Service Public de la Petite Enfance (SPPE)

Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

Promulguée le 18 décembre 2023, la loi pour le Plein emploi modifie dans ses articles 17, 18 et 19, la gouvernance de la politique petite enfance, en créant, au 1er janvier 2025, un service public de la petite enfance (SPPE) et en désignant le bloc local « autorités organisatrices d'accueil du jeune enfant ».

Le service public de la petite enfance répond à trois ambitions :

Première ambition : garantir à toutes les familles une information qui soit fiable, qui soit juste, qui soit actualisée. Ensuite, les accompagner dans le suivi de leurs demandes, et pour toutes les familles auxquelles on ne peut pas répondre, être à leurs côtés pour essayer de trouver des solutions adaptées.

Deuxième ambition : garantir un nombre de places d'accueil qui soit suffisant, que ce soit de l'accueil collectif ou de l'accueil individuel, pour répondre aux besoins de toutes les familles.

Et la troisième ambition, c'est la qualité de l'accueil. Une qualité d'accueil qui soit identique quel que soit le mode d'accueil utilisé.

Il s'agit donc à la fois de remédier aux :

- Iniquités territoriales (taux de couverture allant aujourd'hui de plus de 80% à moins de 30%),
- Inégalités financières, en fonction du mode d'accueil.
- Inégalités sociales : 71 % des enfants appartenant à des familles défavorisées n'ont pas accès à un mode d'accueil quel qu'il soit.

Et d'associer au service public de la petite enfance, un certain nombre de missions imposées aux autorités organisatrices que celles-ci soient la commune ou l'intercommunalité.

Ainsi, la loi impose à toutes les communes différentes missions au titre de leur statut d'autorité organisatrice, qu'elles peuvent cependant transférer à leur EPCI :

- L'obligation de recensement des besoins en matière de services d'accueil des enfants de moins de 3 ans sur leur territoire. Ces besoins sont appréciés tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif (type d'accueil souhaité, accessibilité financière, accueil spécifique selon les besoins de l'enfant : handicap, ou les besoins des parents : parents isolés, horaires atypiques). Les communes doivent également recenser les besoins des familles ayant au moins un enfant de moins de 3 ans en matière d'offre de soutien à la parentalité.
- L'obligation de recensement de l'offre d'accueil existante sur le territoire, qu'elle soit individuelle (assistants maternels exerçant à domicile ou en MAM), collective (crèches, haltes garderies) publique ou privée marchand et le cas échéant l'offre de pré scolarisation portée par les écoles maternelles du territoire.
- L'obligation de soutenir la qualité des modes d'accueil recensés sur son territoire en soutenant les conditions qui concourent à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développements des enfants qui sont confiés à des modes d'accueils. Ce soutien concerne aussi bien les conditions d'installation et de fonctionnement des établissements et services d'accueil, que les pratiques des professionnels de la petite enfance.
- L'obligation d'informer les familles ayant au moins un enfant de moins de 3 ans ainsi que les futurs parents sur l'offre d'accueil existante sur le territoire et de les accompagner pour faciliter leur accès à un mode de garde. Cette obligation se traduit pour les communes de plus de 10 000 habitants par la mise en place d'un Relai Petite Enfance à compter du 1^{er} janvier 2026.

De même, la loi impose en outre aux communes de plus de 3 500 habitants (transfert possible à l'intercommunalité), dès le 1^{er} janvier 2025, la "planification, au vu du recensement des besoins, du développement des modes d'accueil". Pour les communes de plus de 10.000 habitants, cette planification doit se traduire par l'élaboration et la mise à jour régulière d'un "schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant".

Ce schéma doit définir les "modalités de développement quantitatif et qualitatif ou de redéploiement" des équipements et services d'accueil compte tenu de "l'accessibilité financière et géographique de l'offre d'accueil", mais aussi le calendrier de réalisation et le coût prévisionnel des opérations projetées.

La CCLLA est compétente en matière de petite enfance depuis sa création.

Compte tenu de l'apport de la loi de 2023, il apparaît sécurisant de modifier les termes de la compétence communautaire pour la mettre en adéquation avec les nouvelles obligations et consacrer la CCLLA comme autorité organisatrice (AO) de la petite enfance sur l'ensemble de son territoire.

Délibération du Conseil Communautaire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5214-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCL-BSFL/2016/176 en date du 16 décembre 2016 portant fusion des Communautés de Communes Loire-Layon, Coteaux du layon, Loire-Aubance ;

Vu les arrêtés préfectoraux DRCL-BI/2017- 73 et 79, en date des 7 et 14 novembre 2017, DRCL/B I/2018-170 du 29 novembre 2018, DRCL/B I/2018-170 du 29 novembre 2018, DRCL/B I/2018-190 du 28 décembre 2018, DRCL/B I/2019-130 du 11 septembre 2019, DRCL/B I/2021-25 du 1^{er} avril 2021, DRCL/BSLDE-2021-78 du 16 juin 2021, DRCL/BCFI/2023-51 du 3/7/2023, DRCL/BCFI/2023-110 du 26 octobre 2023 modifiant les statuts de la CCLLA ;

CONSIDERANT les éléments exposés ci-dessus ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE A L'UNANIMITE :

- VALIDE la modification statutaire suivante :
 - ✓ En lieu et place de :
 - « Actions sociales
 - 29 – en matière de petite enfance, la création et le pilotage de l'ensemble des dispositifs, services, actions et établissements relatifs à l'accueil de jeunes enfants »
 - ✓ Intègre :
 - « Actions sociales
 - 29 – en matière de petite enfance la création et le pilotage de l'ensemble des dispositifs, services, actions et établissements relatifs à l'accueil de jeunes enfants. Mais aussi :
 - Recenser, en termes de services, les besoins des familles comprenant des enfants de moins de moins de 3 ans ainsi que les modes d'accueil disponibles sur leur territoire
 - Informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents
 - Planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil
 - Soutenir la qualité des modes d'accueil
 - Créer et gérer les EAJE publics
- DECIDE en conséquence la modification des statuts de la Communauté Loire Layon Aubance au 1er mars 2025 ;
- **DEMANDE à l'ensemble des conseils municipaux des communes adhérentes de se positionner au plus vite sur cette modification statutaire, en application de l'article L. 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales et, en tout état de cause, au plus tard, dans un délai**

de 3 mois à compter de la notification de la présente délibération, en précisant la date d'effet de la modification au 1^{er} mars 2025. A défaut de délibération dans ce délai, la décision communale est réputée favorable ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **Approuve la modification statutaire à compter du 1^{er} mars 2025,**

DEL 2025 006 – COMMUNE DE LA POSSONNIERE - : Convention ALSH LE POSSOLOIRE
Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

Dans le cadre de leur politique Enfance Jeunesse, les communes du Syndicat Intercommunal de la Région de St Georges Sur Loire considèrent que l'accueil des enfants et des jeunes sur leurs communes doit être harmonisé et mutualisé.

Dans ce cadre « **la Commune** » soutient « **La Possonnière** » dans sa gestion de l'Accueil de Loisirs Le Posso-Loire.

« **La Commune** » participe financièrement au fonctionnement de l'accueil de loisirs à hauteur de 10,30€ (soit 14.30€ - 4€ prorata du Bonus Territoire) par jour, par enfant, pour chaque famille résidant sur sa commune et fréquentant l'accueil de loisirs.

Les familles de la commune bénéficient d'une tarification spéciale.

Monsieur le Maire explique que la convention prend effet le 1^{er} janvier 2025. Elle est signée pour une durée de 5 ans correspondant à la durée de la CTG signée entre les communes, le SIRSG, la CCLA et la CAF. Elle arrivera à échéance le **31 décembre 2029**.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention**

DEL 2025 007 – CSI L'Atelier - : Convention ALSH Le Bois Enchanté
Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

Dans le cadre de leur politique Enfance Jeunesse, les communes du Syndicat Intercommunal de la Région de St Georges Sur Loire considèrent que l'accueil des enfants et des jeunes sur leurs communes doit être harmonisé et mutualisé.

Dans ce cadre « **la Commune** » soutient « **Le Centre Social L'Atelier** » dans sa gestion de l'Accueil de Loisirs Le Bois Enchanté.

« **La Commune** » participe financièrement au fonctionnement de l'accueil de loisirs à hauteur de 15€ par jour, par enfant, pour chaque famille résidant sur sa commune et fréquentant l'accueil de loisirs.

Les familles de la commune bénéficient d'une tarification spéciale.

Monsieur le Maire explique que la convention prend effet le 1er janvier 2025. Elle est signée pour une durée de 2 ans correspondant à la durée de la CTG signée entre les communes, le SIRSG, la CCLLA et la CAF. Elle arrive à échéance le **31 décembre 2026**.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 12 votes « pour » dont 2 pouvoirs et 1 abstention :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer ladite convention

DEL 2025 008 – CSI L'Atelier - : Convention Animation jeunesse
Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

Dans le cadre de leur politique Enfance Jeunesse, les communes de Champtocé, St Germain, St Georges, St Léger de Linières, Savennières et St Martin du Fouilloux considèrent que l'accueil des enfants et des jeunes sur leurs communes doit être harmonisé et mutualisé.

Dans ce cadre, les communes ci-dessus soutiennent le CSI L'Atelier pour la mise en œuvre de l'animation jeunesse.

Les actions du CSI L'Atelier sont :

- Proposer des activités jeunesse pendant les vacances scolaires (animation, chantier, formation, ...)
- Animer le conseil municipal d'enfants et des jeunes sur tout ou partie des communes
- Ouvrir l'espace jeunesse de la commune et accueillir les jeunes et les familles

Monsieur le Maire explique que la précédente convention est arrivée à échéance et qu'il convient de la renouveler pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2026.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 12 votes « pour » dont 2 pouvoirs et 1 abstention

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer ladite convention

DEL 2025 009 – SIEML - : Versement d'un fonds de concours au titre des opérations de réparation du réseau d'éclairage public
Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

Vu l'article L. 5212-26 du CGCT,

Vu le règlement financier du SIEML en vigueur à la date de la commande décidant les conditions de mise en place d'un fonds de concours,

Article 1 : La collectivité de Saint Germain des Prés par délibération du conseil municipal décide de verser un fonds de concours de 75% au profit du SIEMML pour l'opération suivante :

DEV284-24-110 Travaux de réparation : Rue Bel air, rue de Bataflème, rue de la Loire, rue de la Mairie

▷ Montant de la dépense : 592,58 € Net de taxe

▷ Taux du fonds de concours : 75 %

▷ Montant du fonds de concours à verser au SIEMML : **444,44 € Net de taxe**

Les modalités de versement du fond de concours seront conformes aux dispositions du règlement financier arrêté par le SIEMML en vigueur à la date de la commande.

Article 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 :

Le Président du SIEMML,

Monsieur le Maire de Saint Germain des Prés (49),

Le comptable de la collectivité de Saint Germain des Prés (49),

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

✦ Accepte de verser un fonds de concours pour l'opération et selon les modalités ci-dessus mentionnées.

DEL 2025 010 – SPAA - : Convention de cession 2025

Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

Monsieur le Maire explique aux Conseillers municipaux que la ville d'Angers a interdit à la S.P.A.A d'assurer la fonction de fourrière pour les communes situées hors agglomération angevine, nous obligeant ainsi à établir de nouvelles modalités d'organisation.

Un accord a été trouvé avec la S.P.A.A pour assurer la fonction de refuge pour répondre aux besoins de la commune dans le cadre du recueil des animaux en divagation. Celle-ci s'engage, sur appel de la commune et après un délai de 8 jours (hors week-end) à recueillir les animaux capturés préalablement

par la commune. Cela concerne notamment les chiens et les chats en état de divagation sur le territoire communal pour lesquels les propriétaires ne peuvent être identifiés.

Le projet de convention prévoit une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2025, reconductible d'année en année par tacite reconduction, sauf dénonciation deux mois avant la fin de la période en cours.

La participation financière annuelle de la commune est fixée à 0.20 € HT par habitant, soit pour 2025 un montant total de 342.00 € TTC.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- Approuve la convention avec la S.P.A.A de Maine et Loire pour le recueil des animaux en divagation, telle que présentée,
- Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document y afférent,
- Dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2025.

DEL 2025 011 – FINANCES COMMUNALES : Autorisation d'engagement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2025

Délibération transmise en préfecture le 05/03/2025

Monsieur le Maire expose que l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales dispose que :

« dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondant, visés aux alinéas ci-dessous, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Il est proposé au Conseil de permettre à Monsieur le Maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement du budget communale dans la limite de 25% avant l'adoption du budget principal qui devra intervenir avant le 15 avril 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **Autorise** jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2025 Monsieur le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette soit :

chapitre	crédits votés en 2024	droits d'ouverture jusqu'à	proposition d'ouverture de crédits	autorisation d'engagement avant le vote du budget 2025 par article comptable	
20	102 600,00 €	25 650,00 €	4 326,00 €	202 Frais réalisation document d'urbanisme	4 326,00 €
21	146 700,00 €	36 675,00 €	12 073,73 €	21318 Bâtiments publics	2 124,00 €
				21318 Bâtiments publics	2 780,71 €
				21318 Bâtiments publics	1 663,54 €
				21351 Installations générales Bâtiments publics	2 436,68 €
				21351 Installations générales Bâtiments publics	449,16 €
				21351 Installations générales Bâtiments publics	2 619,64 €

INFORMATIONS DIVERSES

- Retour sur la réunion en préfecture sur le projet agrivoltaïque
- Inscription au Défi mobilité du 19 au 25/05/2025
- Point sur l'étude en cours (cour oasis)
- Présentation piste cyclable St Germain / gare de Champtocé
- Information sur l'élaboration en cours du règlement du cimetière

Séance levée à 23h40

Prochain conseil municipal prévu le lundi 31 mars 2025 à 19h30

***Le Maire,
Nicolas BENETTA***

***La secrétaire de séance,
Marylène TOUSSAINT***